



LES PUBLICATIONS

Le rôle stabilisateur de l'Union Européenne dans les conflits actuels (Europe orientale, Moyen-Orient, Afrique)

Mois de l'Europe



**LES JEUNES
IHEDN**

Le rôle de l'UE dans la stabilisation des conflits (en Europe orientale, au Moyen-Orient, en Afrique...)

L'UE a développé une expérience, en matière de résolution des conflits, centrée autour de la perspective d'intégration en son sein. Aucun conflit entre pays membres de l'UE n'a eu lieu depuis sa création. En revanche, le rôle de l'UE dans la résolution des conflits en dehors de ses frontières reste limité par sa nature d'organisation supranationale régionale sujette à des dissensions internes.

Une définition de la stabilisation

On entend par stabilisation une « *situation où les parties en conflit parviennent à un accord qui résout leurs incompatibilités centrales, acceptent leur existence respective comme parties et met fin à toute action violente de l'une contre l'autre.* » (Wallensteen, 2002).

Il existe différents engagements pris par l'Union européenne dans cette perspective :

- la Politique Européenne de Voisinage (PEV)
- Le Partenariat oriental
- L'Union pour la Méditerranée

La Politique Européenne de Voisinage

L'instrument principal de l'UE dans la résolution des conflits est la Politique Européenne de Voisinage. Celle-ci s'applique à l'Algérie, à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan, à la Biélorussie, à l'Égypte, à la Géorgie, à Israël, à la Jordanie, au Liban, à la Libye, à la Moldavie, au Maroc, à la Palestine, à la Syrie, à la Tunisie et à l'Ukraine. Elle a pour but de renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité de tous et s'appuie sur les valeurs telles que la démocratie, l'état de droit et le respect des Droits de l'homme. C'est une politique bilatérale entre l'Union et chaque pays partenaire, qui s'accompagne d'initiatives de coopération régionale: le partenariat oriental et l'Union pour la Méditerranée.

D'autres instruments tels que la Facilité Européenne pour la paix, conçue pour fournir de l'armement et une aide militaire dans le but de soutenir des partenaires stratégiques européens, se suppléent aux autres instruments.

Le partenariat oriental

Le partenariat Oriental de l'UE cherche à renforcer et à approfondir les relations politiques et économiques entre l'UE et cinq pays partenaires (auparavant six avec la Biélorussie sortie en 2021) dont trois dans le Caucase Sud: l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Les autres pays partenaires sont l'Ukraine et la Moldavie.

La particularité de l'Ukraine : un soutien à l'effort de guerre ukrainien

L'Ukraine concentre une part écrasante des financements de l'UE vers un pays étranger. L'aide à l'Ukraine concerne plus de 143 milliards d'euros dont :

- 81 milliards d'euros d'aides financières, économiques et humanitaires par l'intermédiaire du budget de l'UE
- 33 milliards d'euros de soutien militaire
- 17 milliards d'euros d'aides aux réfugiés dans l'UE
- 12,2 milliards d'euros d'aide financière, économique et humanitaire versée par les États membres de l'UE

L'aide à l'Ukraine est couplée à des sanctions économiques sur la Russie afin de contraindre sa capacité à mener la guerre. Un affaiblissement russe et l'aide à l'Ukraine sont les deux orientations de la stratégie européenne qui cherche à équilibrer les capacités des deux belligérants.

En juin 2022, le conseil de l'Union Européenne a octroyé à l'Ukraine le statut de pays candidat à l'intégration européenne. Enfin, depuis octobre 2023, la contribution de l'UE est similaire à celle des États- Unis.

Le partenariat oriental

Le Caucase sud : la stabilisation d'un couloir énergétique

Après la guerre du Haut-Karabagh de 2020, les conflits gelés du Caucase Sud d'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont les principaux foyers de déstabilisation régionale. Les pipelines Transcaucasiens évitent en grande partie l'Arménie. Cela s'explique par les relations conflictuelles qu'entretiennent l'Azerbaïdjan et l'Arménie autour de la question du Haut-Karabagh.

La coopération de l'UE avec les pays du Caucase-Sud s'est intensifiée avec l'intégration de l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan dans la PEV en 2004. Certains pays ont récemment émis la volonté d'intégrer l'Union Européenne, comme l'Arménie le 2 mars 2024, et la Géorgie qui a reçu le statut de pays candidat à l'Union Européenne en décembre 2023. L'Azerbaïdjan reste dans une logique de coopération bilatérale, asymétrique, avec l'UE.

Dans le Caucase Sud, la PEV mais aussi le partenariat oriental se superposent. Les deux instruments proposent une aide matérielle et une assistance à la reconstruction des zones affectées par la guerre. Les Etats sujets à des séparatismes sont les premiers bénéficiaires de l'aide européenne mais les entités d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud n'en sont pas écartées non plus. Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) a déployé une aide d'urgence et s'est engagé dans la réhabilitation des régions détruites par la guerre de 2008. Le Haut-Karabagh fait figure d'exception et n'a reçu aucun financement.

L'Union pour la Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée (UpM) comprend les 27 États membres de l'Union et 15 pays méditerranéens : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Mauritanie, Monténégro, Monaco, Maroc, Palestine, Syrie (dont l'adhésion a été suspendue en raison de la guerre civile), Tunisie et Turquie.

La tentative de stabilisation du conflit israélo-palestinien : une solution européenne en échec.

L'aide de l'Union Européenne à l'autorité palestinienne s'élève à 300 millions d'euros. L'UE est ainsi le principal soutien financier de la Palestine. Ce soutien européen œuvre à une solution à deux États avec un État palestinien viable, indépendant et démocratique qui coexisterait pacifiquement avec Israël et ses autres voisins. En 2013, l'Union européenne a collaboré à la fois avec Israël et les autorités palestiniennes, s'imposant en médiateur dans le cadre d'un « *partenariat spécial privilégié* » offrant un ensemble de mesures de soutien politiques, économiques et de sécurité sous réserve d'un futur accord sur le statut définitif. L'Union participe aussi au processus de paix au Proche-Orient (PPPO) et est membre du Quatuor pour le Proche Orient, autant d'initiatives cherchant à offrir une solution à deux États.

En juin 2022, une aide de l'UE destinée à soutenir des projets cruciaux dans les territoires palestiniens occupés et à soutenir l'autorité palestinienne a été actée. Cependant, une évaluation de cette aide a été demandée à la suite des attentats du Hamas en Israël. L'aide humanitaire apportée par l'UE sous le programme ECHO n'est pas concernée par cette évaluation. L'aide strictement humanitaire pour Gaza devrait tripler et atteindre 75 millions d'euros.

Les relations entre l'Union européenne et Israël reposent sur une coopération technique, des liens économiques et commerciaux solides. Le plan d'action UE-Israël, adopté en 2005, est fondé sur les valeurs communes que sont la démocratie, le respect des Droits de l'homme, l'état de droit et les libertés fondamentales.

L'Union pour la Méditerranée

Lybie et Syrie : une aide humanitaire pour des pays de transit migratoire :

Dans le contexte de guerre civile, les efforts de l'UE afin de stabiliser ces pays sont limités et se concentrent plutôt sur une gestion des flux migratoires.

L'instabilité locale et régionale a fait passer la Libye du statut de pays de destination pour les migrants à celui de pays de transit. La Libye a ainsi reçu un financement au titre du volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, qui vise à lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière et contribue à la protection des migrants.

L'Union a suspendu l'ensemble de sa coopération bilatérale avec le gouvernement syrien en mai 2011, à la suite de l'escalade de la violence et de la situation préoccupante en matière de Droits de l'homme. L'UE reste le principal donateur d'aide humanitaire à la Syrie.

Les intérêts de l'Union européenne :

Les intérêts de l'UE dans les régions avoisinantes sont intégrés dans une stratégie de création d'un environnement international stable. Ainsi, la stabilisation des conflits constitue une part importante de la politique étrangère de l'Union européenne. Cela explique l'importante aide à l'Ukraine, principal bénéficiaire de l'aide économique et militaire de l'UE. Les partenariats dans le pourtour méditerranéen mettent l'accent sur la lutte contre les flux migratoires et sont donc plus strictement humanitaires. Enfin, la sécurisation et la diversification des routes d'approvisionnement en énergie est essentielle à la prospérité économique de l'UE. L'essentiel des partenariats dans le Caucase Sud s'inscrivent dans cette logique.

Bibliographie

- Campana, A. (2009). L'implication de l'Union européenne dans la résolution des conflits au Caucase du Sud. *Études internationales*, 40(4), 589-609.
- European Council Strategic Compass. (2024, mars). The European Peace Facility.
- Parlement européen. (2023, septembre 30). La politique européenne de voisinage | Fiches thématiques sur l'Union européenne.
- Parlement européen. (2024, janvier 31). Trois voisins du partenariat oriental : L'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Pablo CHOLET, membre du comité Europe est étudiant en Relations internationales - spécialité Sécurité et Défense à l'Université Catholique de Lille. Actuellement en échange en Géorgie, il s'intéresse aux évolutions des questions militaires ainsi qu'à la géopolitique du Caucase. Il réalise son mémoire de recherche sur la guerre du Haut Karabagh de 2020 et la haute intensité.



LES JEUNES
IHEDN

PROJET MOIS DE L'EUROPE

Le 9 juin prochain auront lieu les élections européennes. Les questions de sécurité et de défense en Europe sont au cœur des programmes, c'est pourquoi nous avons choisi d'aborder cette thématique aux travers des fiches préparées par nos rédacteurs de divers horizons et entités de l'association.

Fruit d'un partenariat entre le Comité Europe, la délégation internationale Belgique et les Comités régionaux Grand Est et Hauts de France, le projet a pour ambition de publier hebdomadairement des analyses des politiques et des enjeux de l'Union européenne sur les questions de défense.

L'Union européenne a subi un (r)éveil brutal face aux récentes contestations du droit international par des puissances voisines. Cela est particulièrement le cas avec la guerre en Ukraine qui a poussé l'UE à développer ses politiques de défense. Les États européens, malgré leurs divergences, cherchent de plus en plus à coopérer pour défendre le continent européen. Dans les fiches, publiées à l'occasion du mois de l'Europe, nous traiterons des institutions et agences européennes de défense, de la situation actuelle de l'Europe de la défense, des opérations et missions de l'UE, et nous finirons par aborder les défis de l'UE pour la prochaine législature.

publication@jeunes-ihedn.org

